

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
<b>TOTAL 66 mesures (dont 14 "non-abordées")</b>			<b>22</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	
<b>J - EUROPE</b>										
<b>&gt; Objectif 1 - Réformer les institutions et donner une vision politique à l'Europe</b>										
1	Faire adopter le Traité simplifié par voie parlementaire	Promesse								14/02/08 - Promulgation de la Loi n°2008-125 autorisant la ratification du traité de Lisbonne
2	Supprimer le référendum automatique pour les futures adhésions à l'UE	Annonce								24/07/08 - Loi constitutionnelle n° 2008-724 de modernisation des institutions de la Ve République promulguée. Article 88-5
3	Adopter un traité simplifié limité aux questions institutionnelles	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne suite à sa ratification par la République tchèque
4	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, la mise en place d'une Présidence stable du Conseil européen pour donner à l'Europe un visage et une voix et favoriser des actions de plus long terme, avec un meilleur suivi	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
5	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, l'extension du domaine de la majorité qualifiée, notamment en matière judiciaire, pénale et d'immigration	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
6	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, l'extension du domaine de la codécision qui augmente le rôle du Parlement européen dont l'accord devient indispensable pour le vote des « lois européennes »	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
7	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, les règles relatives aux modalités de la majorité qualifiée, principalement la règle de la double majorité (55% des États membres représentant au moins 65% de la population de l'UE)	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
8	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, une clause passerelle qui permet aux États membres de décider à l'unanimité de faire passer une matière soumise à la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
9	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, un mécanisme d'alerte précoce, qui permet aux parlements nationaux de s'assurer que l'UE n'excède pas son champ de compétences	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
10	Prévoir, dans le cadre d'un traité simplifié, le droit d'initiative citoyenne, qui donne la possibilité à un million de citoyens de demander à la Commission de faire des propositions dans tel ou tel domaine	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 12/12/08 - N. Sarkozy annonce la relance du processus de Lisbonne. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
11	Modifier la règle de l'unanimité dans le processus de décision	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
12	Nouer des partenariats politiques, énergétiques et en matière de défense avec les pays d'Europe centrale et orientale	Annonce								15/04/09 - A cette date, des accords ont été signés avec la Roumanie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Lettonie. Est également en cours de négociation un accord avec la Lituanie. 15/10/09 - Ratification du Traité de Lisbonne en cours. 01/12/09 - Entré en vigueur du Traité de Lisbonne
13	Prévoir, dans le cadre d'un Traité simplifié, la création d'un Ministre européen des Affaires étrangères	Promesse								18-19/10/07 - Traité Réformateur adopté au sommet de Lisbonne (en attente de ratification par les 27). L'intitulé retenu reste "Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité"
14	Réécrire un texte plus global, après l'adoption du traité simplifié, scellant la dimension fondamentalement politique de l'Europe	Promesse								14/12/07 - Le Conseil européen installe le groupe de réflexion "Horizon 2020-2030" sur l'avenir de l'UE présidé par Felipe Gonzalez. 16/10/08 - Le Conseil européen approuve la composition du groupe de réflexion.

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
15	Définir des frontières à l'Europe pour lui donner une existence politique, une identité								14/12/07 - Le Conseil européen installe le groupe de réflexion "Horizon 2020-2030" sans référence explicite à la question des frontières comme le souhaitait la France. 16/10/08 - Le Conseil européen approuve la composition du groupe de réflexion. 15/04/10 - Aucune initiative n'a été prise à ce jour
16	S'opposer à l'entrée de la Turquie en Europe								27/08/07 - Discours de N. Sarkozy devant la Conférence des ambassadeurs. 05/04/2009 - N. Sarkozy affirme qu'il reste opposé à l'entrée de la Turquie dans l'UE, mais le processus d'adhésion se poursuit
17	Faire en sorte que ce soit le Président de la Commission qui aille négocier à l'OMC								
18	Suspendre toute nouvelle adhésion tant que les institutions ne sont pas modifiées								
19	Constituer des "groupes moteurs" pour les États qui souhaitent prendre leurs responsabilités								
<b>&gt; Objectif 2 - Refonder l'économie européenne sur des principes de régulations et de moralisation des échanges</b>									
20	Adopter une position commune pour les réunions internationales qui traiteront du système financier et monétaire international								07/11/08 - Accord européen pour une position commune lors du sommet de Washington. 22/02/09 - Accord européen pour une position commune lors du Sommet de Londres
21	Adopter une réponse unie de l'UE face à la crise économique en terme d'harmonisation et de coordination des politiques des pays membres								26/11/08 - La Commission dévoile le plan de relance européen qui reprend les plans nationaux. Il s'agit bien ici de coordination en mettant à disposition une "boîte à outils" mais loin des ambitions premières de N. Sarkozy. 04/02/10 - La France et l'Allemagne dévoile 80 mesures promouvant une nouvelle régulation dans le monde
22	Former un gouvernement économique pour l'Europe, c'est-à-dire des ministres des finances qui gèrent la zone euro pour en faire la première zone de croissance du monde. Concertation entre l'euro groupe et la BCE								21/09/08 - Discours de N. Sarkozy devant le PE où il propose la création d'un "gouvernement économique européen clairement identifié" dans la zone euro travaillant aux côtés de la BCE. Le PE adopte une résolution pour soutenir cette initiative, mais qui n'a pas reçu d'autre soutien pour être pérennisé
23	Apporter une aide financière à la Grèce								25/03/10 - Adoption d'un plan d'aide pour la Grèce. 26/03/10 - Accord européen sur le mécanisme d'aide des pays de la zone euro à un Etat en difficulté. 11/04/10 - Les pays de la zone euro allouent 30 milliards d'euros pour venir en aide à la Grèce
24	Engager une véritable action concrète sur le rapprochement des législations entre les autorités judiciaires et les services enquêteurs en s'engageant, en particulier, sur la transparence des mouvements de capitaux et prévoir des sanctions à l'égard des pays non coopératifs								21/10/08 - Conférence sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales internationales organisée à l'initiative de la France et de l'Allemagne. 02/04/09 - Réunion du G20 à Londres. 25/09/09 - Sommet du G20 à Pittsburgh. 17/02/10 - Bercy publie la liste des Etats et territoires non membres de la communauté européenne considérés comme non coopératifs
25	Exiger que la réciprocité devienne la règle dans les rapports commerciaux entre l'UE et les autres régions du monde								24/08/08 - N. Sarkozy affirme qu'il ne signera pas les accords de l'OMC tel qu'ils étaient présentés à cette date. 04/03/10 - N. Sarkozy souhaite en matière de normes un principe général de réciprocité (Etats généraux de l'industrie)
26	Donner comme mission à la zone euro la moralisation du capitalisme financier et la promotion d'une économie de production contre une économie de spéculation et de rente								21/10/08 - Discours de N. Sarkozy devant le PE où il appelle l'Europe à "porter l'idée d'une refondation du capitalisme mondial". 07/11/08 - Position commune de la réunion informelle des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne. 12/12/08 - Efforts en ce sens pendant la PFUE. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
27	Rétablir la préférence communautaire								02/04/08 - N. Sarkozy appelle à "une nouvelle préférence communautaire pour la PAC" au congrès de la FNSEA. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
28	Abandonner la politique de surévaluation de l'euro								08/10/08 - La Banque Centrale Européenne baisse ses taux de 0,5 point, la "pression inflationniste ayant diminué" à cause de la crise financière. 15/10/09 - La parité euro/dollar est à 1,4941 et N. Sarkozy n'a pas pris de nouvelle initiative à ce jour
29	Proposer aux partenaires européens qu'en aucun cas les aides européennes ne servent à financer le dumping fiscal entre les pays membres								
<b>&gt; Objectif 3 - Assurer la compétitivité de l'Europe grâce au développement durable et à l'économie de la connaissance</b>									

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
30	Accélérer, durant la présidence française de l'UE, la construction d'un véritable espace européen de la recherche par l'adoption de conclusions sur la stratégie de programmation conjointe, la mobilité des chercheurs et la stratégie de coopération internationale puis lancer les travaux visant à définir une "vision à l'horizon 2020" de la recherche européenne								12/12/08 - Conseil européen de Bruxelles et Conclusion de la présidence française de l'UE
31	Obtenir un accord à 27 sur le Paquet Climat Energie avant décembre 2008, dans le cadre de la Présidence française de l'UE, incluant des mesures contraignantes destinées à lutter contre les changements climatiques et à favoriser un accord mondial ambitieux lors du sommet de Copenhague de 2009								12/12/08 - Conseil européen de Bruxelles et Conclusion de la présidence française de l'UE
32	Renforcer la compétitivité de l'économie européenne à travers la mise en œuvre, durant la présidence française de l'UE, de la stratégie de Lisbonne rénovée ainsi que l'adoption de conclusions déterminantes en faveur des petites et moyennes entreprises comme le projet de Small Business Act de la Commission								12/12/08 - Conseil européen de Bruxelles et Conclusion de la présidence française de l'UE
33	Proposer aux partenaires européens une politique énergétique commune								12/12/08 - Adoption du paquet 'Energie-Climat', mais résultats modestes d'amélioration de l'efficacité énergétique. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
34	Mettre en place une TVA à taux réduit pour les produits respectueux de l'environnement dans toute l'Europe								14/03/08 - Dans ses conclusions finales, le Conseil européen demande à la Commission d'examiner les mécanismes économiques visant à intensifier l'utilisation de produits verts sous l'impulsion de la France et du Royaume-Uni. 15/04/09 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise
35	Ouvrir le débat de l'indépendance technologique européenne								
36	Proposer de développer une industrie européenne des dispositifs de protection des œuvres								
37	Refuser la ratification de la Charte européenne des langues régionales								
38	Généraliser en Europe l'enseignement de deux langues étrangères								
39	Harmoniser les politiques fiscales européennes								
40	Proposer aux partenaires européens d'expérimenter la TVA sociale pour financer la protection sociale								
41	Rendre aux États leur compétence sur la TVA appliquées aux prestations locales								
<b>&gt; Objectif 4 - Développer une véritable politique industrielle commune</b>									
42	Ouvrir un axe d'intervention stratégique de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en faveur des entreprises européennes de l'automobile, dès lors que celles-ci s'engagent résolument sur la voie des "véhicules décarbonés"								09/02/09 - Dans le cadre du pacte automobile, la France demandera le renforcement du programme de prêts de la BEI. 12/03/08 - La BEI approuve un prêt de 3 milliards d'euros au secteur automobile européen
43	Mettre en œuvre un plan européen commun d'aide au secteur automobile et proposer à la Commission européenne et à nos partenaires européens d'assouplir le cadre communautaire des aides d'Etat pour l'automobile								16/01/09 - Le Commissaire à l'industrie déclare : "Nous avons un nouveau cadre temporaire pour les aides d'Etats, qui donne aux Etats membres davantage de marge de manoeuvre. Il y a suffisamment de flexibilité dans le système". 15/04/09 - A ce jour la BEI a mis au point un programme pour aide les entreprises innovantes du secteur mais aucun plan de relance commun n'a été adopté
44	Proposer une véritable politique industrielle européenne								09/10/08 - Discours de N. Sarkozy au salon de l'automobile. 21/10/08 - Discours de N. Sarkozy devant le Parlement européen. 06/07/09 - Déclaration en faveur d'une ambition industrielle européenne. 04/03/10 - Allocution de N.Sarkozy lors des Etats généraux de l'industrie

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
45	Développer un nouveau lanceur, Ariane 6, pour une libre exploitation des satellites	Annonce							22/07/09 - Communication relative à la politique spatiale présentée en Conseil des ministres. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
46	Rendre possible le rapprochement d'entreprises pour faire émerger des champions européens de dimension mondiale	Promesse							
47	Faire de l'interopérabilité des supports et des matériels numériques une priorité industrielle européenne tant elle détermine la liberté d'usage de chacun	Promesse							
<b>&gt; Objectif 5 - Réformer la PAC et pérenniser l'Europe de la pêche</b>									
48	Rouvrir le dossier de la PAC pour garantir l'indépendance alimentaire, la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement et un revenu décent pour les agriculteurs	Promesse							20/11/08 - Le Conseil européen de l'agriculture trouve un accord sur le bilan de santé de la PAC mais n'a pas entamé la réflexion sur l'après 2013. 10/12/09 - Paris lance un appel à ses partenaires européens pour une politique agricole et alimentaire commune poursuivant ces objectifs
49	Promouvoir une pêche durable et responsable et trouver une solution adaptée à la crise par l'engagement d'une réflexion concernant notamment la fixation de totaux admissibles des captures, les mesures techniques et les modalités de gestion des quotas de pêche dans le cadre de la présidence française de l'UE	Annonce							12/12/08 - Conseil européen de Bruxelles et conclusions de la présidence française de l'UE. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
<b>&gt; Objectif 6 - Elaborer une politique migratoire européenne</b>									
50	Créer un pacte européen sur l'immigration	Promesse							15-16/10/08 - Signature du Pacte européen sur l'immigration à l'initiative de la France
51	S'accorder au niveau européen pour qu'un pays ne puisse pas régulariser massivement ses immigrés clandestins sans demander l'avis des autres pays membres	Promesse							15-16/10/08 - Signature du Pacte européen sur l'immigration à l'initiative de la France
52	Développer les coopérations bilatérales avec les Etats frontaliers dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière	Annonce							29/04/09 - La France signe avec l'Allemagne un accord de coopération des polices ferroviaires. 19/05/09 - E. Besson reçoit son homologue belge Annemie Turtelboom pour discuter du renforcement de la coopération bilatérale. 27/10/09 - Inauguration par E. Besson et son homologue britannique P. Woolas du centre conjoint de renseignement opérationnel franco-britannique
53	Mettre en place un plan d'action pour combattre les filières d'immigration irrégulière en Europe en renforçant l'Agence européenne chargée de la coordination du contrôle des frontières extérieures de l'Union	Annonce							18/09/09 - E. Besson présente son plan d'action pour combattre les filières d'immigration irrégulière. 29-30/10/09 - L'UE adopte les propositions françaises pour la lutte contre les filières d'immigration irrégulière qui prévoit le développement des capacités opérationnelles de l'agence européenne Frontex chargée du contrôle des frontières.
54	Créer une police européenne aux frontières	Annonce							25/02/10 - Adoption par les ministres européens du programme d'E. Besson pour renforcer la protection des frontières extérieures et combattre l'immigration illégale
<b>&gt; Objectif 7 - Faire de l'Europe un espace de sécurité et relancer l'Europe de la défense</b>									
55	Obtenir l'application du plan de cessez-le-feu en Géorgie signé le 12 août 2008 qui comprend : le retrait complet des forces russes hors des zones adjacentes à l'Ossétie du Sud et à l'Abkhazie avant le 15 octobre, l'envoi de 200 observateurs européens dans ces mêmes zones, et la reprise des discussions internationales sur les modalités de sécurité et de stabilité et de réfugiés et déplacés dans la région	Annonce							12/12/08 - Conseil européen de Bruxelles et Conclusion de la présidence française de l'UE. Si l'objectif des recors n'est pas tout à fait atteint mais la position de l'UE est resté ferme et unifiée
56	Mettre en œuvre une solution européenne pour lutter contre la piraterie maritime	Annonce							08/12/08 - Lancement de l'opération Atalante
57	Prendre l'initiative d'inviter un contingent des 26 autres pays européens pour le défilé du 14 juillet 2007	Promesses							14/07/07 - Défilé du 14 juillet 2007
58	Améliorer, dans le cadre de la présidence française de l'UE, l'Europe de la défense par la réalisation de 4 objectifs ; 1) le renforcement des capacités militaires et de gestion des crises et le développement des instruments de l'Union ; 2) la création d'un véritable marché intérieur de la défense ; 3) la lutte contre le terrorisme et la non prolifération ; et, 4) le développement des partenariats et de la coopération multilatérale	Annonce							12/12/08 - Conseil européen de Bruxelles et Conclusion de la présidence française de l'UE. Les questions du marché intérieure et de la coopération industrielle n'ont pas été résolues

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
59	Réfléchir à une position commune des Européens concernant le système de défense anti-missile américain	Promesse								03/04/08 - Déclaration finale des chefs d'États et de gouvernements lors du sommet de l'OTAN à Bucarest. 03-04/04/09 - Déclaration finale des chefs d'États et de gouvernements lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg/Kehl : toujours pas d'avancée claire sur ce sujet
60	Conditionner le maintien à son niveau actuel de la contribution de la France à l'OTAN au fait qu'elle conserve un ancrage géopolitique clair en Europe et une vocation strictement militaire, et que l'UE puisse s'appuyer sur les moyens que l'Alliance met en œuvre.	Promesse								26/03/08 - Intervention de N. Sarkozy devant le Parlement britannique où il annonce l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan. 03-04/04/09 - Sommet de l'OTAN à Strasbourg-Kehl : la France réintègre les structures militaires intégrées mais il n'y a pas d'avancées significative sur l'Europe de la Défense
61	Dynamiser la BIT (Base Industrielle et Technologique) de la défense européenne grâce à des regroupements et des alliances, en particulier dans les domaines terrestre et naval	Promesse								01-02/10/08 - Réunion informelle des ministres de la Défense : accord entre la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et l'Italie sur la multiplication des missions et des exercices communs afin de favoriser l'interopérabilité entre les forces navales européennes. 03/12/09 - Rapport sur le renforcement de la base industrielle et technologique de défense européenne
62	Mutualiser les équipements de défense lorsque c'est possible (un exemple pourrait être donné par la constitution d'un pool d'avions de transport A-400M)	Promesse								27/03/08 - Déclaration finale du sommet franco-britannique. 01-02/10/08 - Réunion informelle des ministres de la Défense : une flotte multinationale de transport aérien sera établie, dans un premier temps, autour de l'avion A 400M. 17/03/10 - Signature d'un accord permettant de maintenir les performances opérationnelles de l'A400M
63	Proposer de consolider Galileo en travaillant sur des systèmes de surveillance de l'espace ou d'alerte avancée	Promesse								11/03/08 - C. Lagarde et H. Novelli lancent un appel à projets pour préparer les futures applications du programme Galileo. 27/04/08 - Mise en orbite du 2nd satellite-test de Galileo, Giove-B. 07/01/10 - La Commission européenne annonce la passation de trois des six marchés portant sur la fourniture de la capacité opérationnelle initiale du système Galileo
64	Renforcer la coopération européenne pour l'espace au service de la défense	Annonce								22/07/09 - Communication relative à la politique spatiale présentée en Conseil des ministres. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
65	Trouver un accord avec les partenaires européens sur la participation à l'effort budgétaire de défense européenne : demander à ce que tous les pays membres y participent ou accepter que ceux qui paient ces dépenses ne rentrent pas dans les critères de bonne gestion de Maastricht	Promesse								01/07/08 - Disposition présente dans le programme de travail de la Présidence française de l'Union européenne. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise
66	Prendre une décision au niveau communautaire concernant la levée de l'embargo sur la vente d'armes à la Chine	Promesse								
		<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	

**Notation**

<b>Mise en œuvre des réformes (coef 2)</b> - au 15 avril 2010, 57,69% des mesures sont mises en œuvre	11,54 /20
<b>Efficacité de l'action (coef 2)</b> - au 15 avril 2010, 42,31% des mesures sont pleinement réalisées	8,46 /20
<b>Cohérence de l'action (coef 1)</b> - au 15 avril 2010, 63,46% des mesures sont pleinement réalisées	12,69 /20
<b>Note globale</b>	<b>10,5 /20</b>